



## MAINTIEN DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE ! Les salariés mobilisés

Depuis le 1<sup>er</sup> septembre les travailleurs sociaux des Maisons d'enfants à caractère sociale, les jeunes concernés et les agents du Conseil Général manifestent leur colère face à une décision injuste prise au cœur de l'été par le Conseil Général.

**En effet, le Conseil Général a décidé la fin brutale de la prise en charge des jeunes majeurs isolés de 19 à 21 ans.**

Il est demandé depuis le 11 août d'expulser ces jeunes. Les travailleurs sociaux qui les accompagnent au quotidien ont bien entendu refusé de les mettre à la rue et face à la mobilisation grandissante, la réponse institutionnelle est : des nuits d'hôtel sans aucune garantie sur la durée ni sur une quelconque aide financière !

Cette réponse, donnée après que Pierre Izard ait rencontré la Préfecture, même si c'est une première victoire, ne répond pas du tout aux revendications et montrent le mépris total de nos dirigeants envers les populations les plus fragiles. Le travail social en direction de ces jeunes ne se limite pas à un hébergement mais bien à un véritable accompagnement social.

Depuis le 8 septembre, un campement dans lequel dorment des travailleurs sociaux et des citoyens sensibilisés à la cause des jeunes est installé devant le CG afin d'illustrer l'avenir de ces jeunes s'ils devaient aller dans la rue.

Ce campement, où règne une ambiance bon enfant, semble représenter un danger pour Pierre Izard au point de renvoyer tous les agents du Conseil Général chez eux dès

**Les travailleurs sociaux restent mobilisés tous les jours et vous invitent à les rencontrer et les soutenir tous les jours entre midi et deux heures devant les grilles du Conseil Général, certains sont en grève depuis plusieurs jours et dorment depuis lundi tous les soirs sur le campement.**

le 11 septembre avec une fermeture aux usagers les 11 et 12 septembre.

**Nous affirmons qu'à aucun moment les manifestants n'ont eu l'intention de porter atteinte à l'intégrité des agents, des élus et des locaux. Nous considérons cette fermeture comme une atteinte extrêmement grave aux missions de services publics. Nos organisations ont demandé la réouverture immédiate des services sans succès et sans aucun contact avec l'administration. La fermeture est une décision irresponsable.**

Du jamais vu selon les plus anciens : la fermeture d'un service public avec une vocation sociale qui ferme ses portes abandonnant les usagers pendant un jour et demi.

Les organisations syndicales dénoncent cette fermeture qui semble vouloir éteindre la mobilisation et agiter le chiffon rouge.

Le mouvement défend depuis le début un service public de qualité, prenant en compte les besoins des populations vulnérables en les accompagnant dans un véritable projet de vie.

C'est pourquoi, les organisations syndicales, non seulement dénoncent cet état de fait mais appelle à une plus ample mobilisation pour défendre les droits des populations !

**12 septembre 2014**

**RENDEZ-VOUS DEVANT  
LE CONSEIL GÉNÉRAL  
LE 23 SEPTEMBRE 9 H  
pour une mobilisation d'ampleur**